

Pas d'exportation d'armes suisses vers des zones de guerre (Signez le référendum jusqu'au 17 avril 2026)

Zusammenfassung / summary:

L'Agence de presse suisse (ATS) a rapporté que le 19 décembre 2025, le Conseil national a assoupli la réglementation sur les exportations de matériel de guerre au profit de l'industrie de l'armement. Les livraisons d'armes alimentent l'économie de guerre, prolongent les conflits et compromettent les négociations de paix. C'est toujours le peuple qui en souffre. Est-il dans l'intérêt des citoyens suisses que le gouvernement privilégie les intérêts économiques au détriment des principes éthiques ?

Un référendum intitulé « Pas d'armes suisses pour les guerres civiles » a été lancé contre cet assouplissement de la réglementation sur les exportations d'armes. Il plaide pour que la Suisse reste fidèle à sa neutralité et poursuive son engagement en faveur de la paix. Veuillez diffuser cette émission et signer le référendum avant le 17 avril 2026.

Sendetext / broadcast text:

Le 2 décembre 2025, l'Agence de presse suisse (ATS) a rapporté que le Conseil national avait assoupli les règles d'exportation de matériel de guerre en faveur de l'industrie de l'armement. L'augmentation des exportations d'armes doit permettre de renforcer l'industrie suisse de l'armement et, paraît-il, la capacité de défense de l'armée. Le référendum "Pas d'armes suisses pour les guerres civiles" a été lancé contre cette décision. Il est dirigé contre la modification de la loi fédérale sur le matériel de guerre (LFMG) du 19 décembre 2025. La collecte de signatures se poursuit jusqu'au 17 avril 2026. Si 50 000 signatures valables d'électeurs sont récoltées, le peuple suisse pourra voter sur l'acceptation des modifications de la loi sur le matériel de guerre.

Aujourd'hui, il est interdit d'exporter du matériel de guerre suisse vers des pays impliqués dans des conflits internes ou internationaux. Il y a toutefois eu par le passé des discussions sur des possibilités d'assouplissements des règles en matière d'exportation d'armes. Sous la pression de l'initiative dite correctrice, le Parlement a finalement renoncé en 2021 à de larges assouplissements de ces règles. L'initiative a ensuite été retirée. Mais récemment, les discussions sur la réexportation d'armes suisses ont repris de plus belle. Celles-ci ont été déclenchées par des demandes d'Etats de l'UE qui souhaitaient transmettre du matériel militaire suisse dans le cadre de l'attaque russe contre l'Ukraine. Jusqu'à présent, le Conseil fédéral avait rejeté ces demandes en se référant au droit suisse en vigueur. Or, le Conseil fédéral a proposé ce que les deux chambres du Parlement avaient demandé par le biais d'une motion. Selon ce texte, le gouvernement national doit avoir la compétence de déroger aux critères d'autorisation pour les affaires d'armement à l'étranger dans des circonstances extraordinaires et pour préserver les intérêts de la Suisse. Bien que la révision ait été initialement justifiée par l'attaque russe contre l'Ukraine, il serait toutefois toujours interdit de fournir des armes à l'Ukraine.

Dans le rapport de l'Agence de presse suisse du 2 décembre 2025, les nouvelles règles d'exportation sont résumées comme suit :

- En matière d'achat d'équipements militaires en Suisse, un groupe de 25 pays occidentaux devrait avoir nettement plus de liberté qu'aujourd'hui. Même si ces pays sont impliqués dans une guerre, la Suisse doit pouvoir les approvisionner.
- Les exportations vers les pays belligérants de l'OTAN devraient en principe être possibles.
- Seules les livraisons vers des pays qui violent systématiquement et gravement les droits de l'homme doivent être exclues.
- Désormais, les pays pourront également transmettre le matériel de guerre reçu à un autre pays sans l'accord de la Suisse.
- Le Conseil fédéral peut faire usage de sa compétence dérogatoire. Cela concerne surtout les pays avec lesquels la Suisse fait beaucoup de commerce de matériel de guerre.
- Le Conseil fédéral doit pouvoir décider à sa guise d'exceptions à toutes les

règles. Un contrôle démocratique par le Parlement et le public n'est plus possible.

L'assouplissement de la législation vise également les membres de l'OTAN. Ils doivent pouvoir être approvisionnés même si l'OTAN a déclaré le cas d'alliance - c'est-à-dire si un pays de l'OTAN a été attaqué.

Comme le montre Kla.TV dans son émission "75 ans de l'OTAN - L'OTAN est-elle nécessaire pour garantir la paix en Europe ?" <https://www.kla.tv/29652> et dans d'autres émissions consacrées à l'OTAN, ce sont surtout les guerres menées par les Etats-Unis ou l'OTAN qui ont causé des souffrances indicibles jusqu'à aujourd'hui. Cela a fait des centaines de milliers de victimes et a eu des effets dévastateurs à long terme. L'OTAN alimente tout ce bellicisme, que ce soit par la propagande, les menaces ou le réarmement réel. Elle a mené des guerres, de l'Irak à la Libye, de la Yougoslavie à la Syrie. En Europe aussi, une guerre potentielle est plus présente que jamais depuis la Seconde Guerre mondiale.

Cela ne peut tout de même pas être dans l'intérêt du citoyen suisse que le gouvernement accorde plus d'importance aux intérêts économiques qu'aux principes éthiques ? Les livraisons d'armes alimentent l'économie de guerre, prolongent les guerres et empêchent les négociations de paix. C'est toujours le peuple qui en pâtit.

Le référendum sur le matériel de guerre plaide pour que la Suisse reste fidèle à sa neutralité et continue à s'engager diplomatiquement en tant que médiateur pour la paix. Au lieu d'attiser les guerres par l'exportation de matériel de guerre, elle doit ainsi contribuer de manière crédible à la désescalade. Diffusez cette émission et signez le référendum au plus tard le 17 avril 2026. Vous pouvez télécharger des feuilles de signatures en cliquant sur le lien direct indiqué dans l'encadré bleu.

Quellen / Sources:

L'Assemblée fédérale – Le Parlement suisse : Amendement à la loi sur le matériel de guerre

[https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?](https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20250024)

[AffairId=20250024](https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20233585)

[https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?](https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20233585)

[AffairId=20233585](https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/suche-curia-vista/geschaeft?AffairId=20233585)

SDA-Article de presse (Agence de presse suisse) du 2 décembre 2025

https://www.parlament.ch/de/services/news/Seiten/2025/20251202123844020194158159026_bsd104.aspx

Site internet sur le référendum « Matériel de guerre »

<https://referendum-materieldeguerre.ch/>

Planning pour la collecte du référendum Matériel de guerre

<https://tel.kriegsmaterial-referendum.ch/happenings/list/de/street>

Mouvement pour la neutralité - bene.swiss

<https://bene.swiss/keine-schweizer-waffen-in-konfliktgebiete-auch-nicht-auf-umwegen-und-auch-keine-bauteile/>

SRF du 1.12.2025: Réduire les dépenses publiques – mais où ?

<https://www.srf.ch/news/schweiz/highlights-der-wintersession-staatsausgaben-bremsen-aber-wo>

SRF du 2.12.2025 : Les nouvelles règles relatives aux exportations d'armes soulèvent des questions

<https://www.srf.ch/news/schweiz/geschaeft-in-der-wintersession-neue-regeln-fuer-waffenexporte-werfen-fragen-auf>

SRF du 2.12.2025 : Le Parlement ouvre la porte aux exportations d'armes à l'étranger

<https://www.srf.ch/news/schweiz/waffen-made-in-switzerland-parlament-oeffnet-tuer-fuer-kriegsmaterial-exporte-ins-ausland>

Blick du 7.2.2019 : Les grenades à main sont désormais également utilisées dans

la guerre au Yémen.

<https://www.blick.ch/politik/ruag-bestaetigt-waffenlieferung-an-die-scheichs-schweizer-handgranaten-nun-auch-im-jemen-krieg-id15158313.html>

politbeobachter.ch du 4 Sept. 2024 : Consultation sur la loi relative au matériel de guerre

https://politbeobachter.ch/wp-content/uploads/2024/09/KMG_Vernehmlassungsantwort_Politbeobachter.pdf

politbeobachter.ch du 4 décembre 2025 : Les lobbyistes du secteur des armes obtiennent un assouplissement des règles d'exportation d'armes.

<https://politbeobachter.ch/ruestungslobbyisten-bewirken-lockere-waffenexportregeln/>

Autor / Author: La./kla.